

La lettre de **Magellan** C O N S E I L

Septembre 2012
n° 209

Également dans
ce numéro :

**Contribution
exceptionnelle
ISF :
Mode d'emploi.**

**Panorama des
marchés
financiers et
chiffres clés.**

FISCALITE : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

La deuxième loi de finances rectificative pour 2012 a été promulguée le 16 août. Les principales mesures concernant les particuliers sont reprises ci-après. Il est à noter qu'il ne s'agit que d'une mise en bouche dans l'attente de la loi de finances pour 2013 qui devrait instaurer de nouvelles hausses d'impôts et de prélèvements sociaux.

- **L'ISF est alourdi suite à l'instauration d'une contribution exceptionnelle sur la fortune.** Cette contribution touche les contribuables dont le patrimoine au 1^{er} janvier 2012 est supérieur à 1,3 M€. Elle se calcule par différence entre l'application du barème ISF de 2011 et celui de 2012.
- **L'abattement général applicable en ligne directe en matière de succession et de donation est réduit de 159 325 € à 100 000 € à compter du 17 août 2012.**
- **Le délai de rappel fiscal des donations est porté de 10 ans à 15 ans.** Cela signifie qu'il convient désormais d'attendre 15 ans entre les différentes donations pour que le donataire ou l'héritier puisse de nouveau profiter pleinement des abattements et des tranches les plus basses du barème.
- **L'actualisation annuelle des différents abattements, barèmes d'imposition et seuils applicables en matière de droits de succession et donation est supprimée.**
- **Les gains provenant des biens immobiliers (loyers et plus-values) perçus par les non-résidents fiscaux français sont désormais soumis aux contributions sociales au taux de 15,50 %.** L'entrée en application est fixée au 1^{er} janvier 2012 concernant les revenus et au 17 août 2012 concernant les plus-values.
- **Le taux de taxation sur les transactions financières est doublé.** Il est désormais fixé à 0,20 % depuis le 1^{er} août 2012.
- **Les taux de taxation sur les logements vacants sont augmentés.** Ils sont portés à 12,50 % la 1^{ère} année d'imposition, 15 % la 2^{ème} année et 20 % à compter de la 3^{ème} année.
- **Le dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires est abrogé à compter du 1^{er} août 2012.**
- **Le forfait social passe de 8 % à 20 % sur les rémunérations versées à compter du 1^{er} août 2012.** Pour mémoire, le forfait social s'applique sur les sommes versées par les employeurs à leurs salariés dans le cadre de l'épargne salariale (participation, intéressement, PEE et PERCO), de la retraite supplémentaire et des jetons de présence.
- **En matière de stock-options, la contribution patronale passe de 14 % à 30 % et la contribution salariale est portée de 8 % à 10 %.**

- **Les seuils des exonérations sociales liées aux indemnités de licenciement et de départ en retraite sont abaissés à compter du 1^{er} septembre 2012.** Le seuil en deçà duquel les cotisations et les prélèvements sont exonérés passe de 30 fois à 10 fois le plafond annuel de la sécurité sociale, soit de 1 091 160 € à 363 720 €. Autrement dit, une indemnité de licenciement (ou de départ en retraite) supérieure à 363 720 € va désormais être soumise aux cotisations et prélèvements sociaux pour la totalité de son montant.
- **Le taux de cotisation patronale** sur les retraites à prestations définies dites « **retraites chapeaux** » **est doublé à compter du 1^{er} janvier 2013.** Ce dernier va donc atteindre 24 %, 32 % ou 48 % selon les cas.
- La hausse de 1,6 point de la TVA (dite **TVA sociale**) qui devait entrer en vigueur au 1^{er} octobre 2012 **est abrogée.** En revanche, la hausse de 2 points des prélèvements sociaux, applicable depuis le 1^{er} juillet 2012, est maintenue.
- **La TVA sur les livres et les spectacles,** actuellement au taux de 7 %, sera rétablie au taux de **5,50 %.**

CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE ISF : MODE D'EMPLOI

L'une des mesures phares de la deuxième loi de finances rectificative pour 2012 concerne l'application d'une contribution exceptionnelle sur l'Impôt de Solidarité sur la Fortune. **Celle-ci est calculée par différence entre l'application du barème ISF 2011 et celui de 2012.**

Pour rappel, le barème 2011 est un barème progressif fonction des 7 tranches suivantes :

- 1^{ère} tranche : 0 % de 0 € à 800 000 €
- 2^{ème} tranche : 0,55 % de 800 000 € à 1 310 000 €
- 3^{ème} tranche : 0,75 % de 1 310 000 € à 2 570 000 €
- 4^{ème} tranche : 1,00 % de 2 570 000 € à 4 040 000 €
- 5^{ème} tranche : 1,30 % de 4 040 000 € à 7 710 000 €
- 6^{ème} tranche : 1,65 % de 7 710 000 € à 16 790 000 €
- 7^{ème} tranche : 1,80 % au-delà de 16 790 000 €

Le barème ISF de 2012 est limité à un seul taux applicable sur l'ensemble du patrimoine. Le taux retenu est fonction de la valeur du patrimoine, soit 0,25 % pour les patrimoines compris entre 1,3 M€ et 3 M€ et 0,50 % pour ceux supérieurs à 3 M€.

Par exemple, pour un patrimoine d'une valeur de 1,6 M€, le barème de 2012 aboutit à un ISF de 4 000 € (1,6 M€ X 0,25%) et l'application du barème 2011 génère un ISF de 4 980 € (0,55 % sur 510 000 € + 0,75 % sur 290 000 €). Il en résulte que, dans ce cas, la contribution exceptionnelle se monte à 980 € (4 980 € - 4 000 €).

Il est à noter que **cette contribution exceptionnelle n'est pas défiscalisable.** Autrement dit, les investissements dans les PME ou la réalisation de dons ne permettront pas de diminuer la note. De même, dans le cas où les réductions d'impôt déjà réalisées ont excédé le montant de l'ISF initialement dû, c'est-à-dire celui calculé sur le barème 2012, le surplus ne pourra pas être déduit sur la contribution à devoir.

Le traitement pratique de cette contribution diffère selon la valeur du patrimoine. Il y a donc lieu de distinguer le cas des contribuables dont le patrimoine est inférieur à 3 M€ de celui supérieur à 3 M€.

Les contribuables dont la valeur du patrimoine est comprise entre 1,3 M€ et 3 M€ bénéficient de la procédure allégée et, à ce titre, ils n'ont aucune démarche particulière à effectuer. Ils recevront, courant octobre, un avis d'imposition qui reprendra le montant global à devoir (ISF normal basé sur le barème 2012 + la contribution exceptionnelle). Le paiement sera à effectuer pour le **15 novembre 2012**. Il en découle donc que le paiement de l'ISF initialement prévu au 15 septembre sera, du fait de l'instauration de cette contribution exceptionnelle, repoussé de deux mois.

Le tableau ci-après permet de visualiser les conséquences financières de cette contribution exceptionnelle. Prenons l'exemple d'un contribuable dont le patrimoine se monte à 2 M€. Celui-ci aurait dû acquitter un ISF 2012 limité à 5 000 € (2 M€ X 0,25 %). Toutefois, compte tenu de l'application du barème 2011, il en découle un impôt global

de 7 980 €. Au final, ce contribuable devra donc régler, pour le 15 novembre, la somme de 7 980 €, d'où un surcoût lié à la contribution exceptionnelle de 2 980 € ce qui représente une augmentation de 60 %. Comme le montre le tableau, le surcoût dépasse le seuil des 50 % pour les patrimoines de plus de 1,87 M€ et les 100 % d'augmentation sont atteints pour les patrimoines compris entre 2,7 M€ à 3 M€.

Patrimoine	ISF 2012	Barème 2011	Contribution	Surcoût en %	Patrimoine	ISF 2012	Barème 2011	Contribution	Surcoût en %
1 300 000 €	1 500 €	2 750 €	1 250 €	83%	2 050 000 €	5 125 €	8 355 €	3 230 €	63%
1 325 000 €	2 000 €	2 918 €	918 €	46%	2 100 000 €	5 250 €	8 730 €	3 480 €	66%
1 350 000 €	2 500 €	3 105 €	605 €	24%	2 150 000 €	5 375 €	9 105 €	3 730 €	69%
1 375 000 €	3 000 €	3 293 €	293 €	10%	2 200 000 €	5 500 €	9 480 €	3 980 €	72%
1 400 000 €	3 500 €	3 480 €	0 €	0%	2 250 000 €	5 625 €	9 855 €	4 230 €	75%
1 425 000 €	3 563 €	3 668 €	105 €	3%	2 300 000 €	5 750 €	10 230 €	4 480 €	78%
1 450 000 €	3 625 €	3 855 €	230 €	6%	2 350 000 €	5 875 €	10 605 €	4 730 €	81%
1 475 000 €	3 688 €	4 043 €	355 €	10%	2 400 000 €	6 000 €	10 980 €	4 980 €	83%
1 500 000 €	3 750 €	4 230 €	480 €	13%	2 450 000 €	6 125 €	11 355 €	5 230 €	85%
1 550 000 €	3 875 €	4 605 €	730 €	19%	2 500 000 €	6 250 €	11 730 €	5 480 €	88%
1 600 000 €	4 000 €	4 980 €	980 €	25%	2 550 000 €	6 375 €	12 105 €	5 730 €	90%
1 650 000 €	4 125 €	5 355 €	1 230 €	30%	2 600 000 €	6 500 €	12 555 €	6 055 €	93%
1 700 000 €	4 250 €	5 730 €	1 480 €	35%	2 650 000 €	6 625 €	13 055 €	6 430 €	97%
1 750 000 €	4 375 €	6 105 €	1 730 €	40%	2 700 000 €	6 750 €	13 555 €	6 805 €	101%
1 800 000 €	4 500 €	6 480 €	1 980 €	44%	2 750 000 €	6 875 €	14 055 €	7 180 €	104%
1 850 000 €	4 625 €	6 855 €	2 230 €	48%	2 800 000 €	7 000 €	14 555 €	7 555 €	108%
1 900 000 €	4 750 €	7 230 €	2 480 €	52%	2 850 000 €	7 125 €	15 055 €	7 930 €	111%
1 950 000 €	4 875 €	7 605 €	2 730 €	56%	2 900 000 €	7 250 €	15 555 €	8 305 €	115%
2 000 000 €	5 000 €	7 980 €	2 980 €	60%	2 950 000 €	7 375 €	16 055 €	8 680 €	118%

Dans le cas où le montant de l'ISF 2012 dépasse celui calculé sur le barème 2011, la contribution exceptionnelle se trouve être négative. Pour ce cas de figure très limité, qui ne concerne que les contribuables dont le patrimoine est compris entre 1 398 500 € et 1 404 000 €, l'administration fiscale a décidé de ne pas procéder au remboursement du trop perçu.

Les contribuables dont le patrimoine est supérieur à 3 M€ sont soumis à une procédure déclarative plus contraignante puisqu'elle prévoit le dépôt d'une déclaration spécifique. Courant octobre 2012, ces contribuables vont recevoir une déclaration qui sera à compléter et à retourner aux services fiscaux pour le 15 novembre 2012 accompagnée du règlement.

Le tableau ci-dessous permet d'appréhender le surcoût qui résulte de cette contribution exceptionnelle. Par exemple, un contribuable dont les avoirs se montent à 4 M€ a acquitté au 15 juin 2012 un ISF de 20 000 €. L'application du barème 2011 aboutit à un montant de 26 555 €. En conséquence, la contribution exceptionnelle ressort à 6 555 € (montant qui sera à régler pour le 15 novembre 2012), soit une augmentation d'ISF de 33 %. Comme le montre le tableau, le surcoût à payer dépasse le seuil des 50 % pour les contribuables dont les avoirs sont compris entre 3 M€ et 3,10 M€ et ceux dont le patrimoine est supérieur à 4,70 M€. Le doublement concerne les patrimoines compris entre 3 M€ à 3,02 M€ et ceux supérieurs à 8 M€. Au-delà des 25 M€, le triplement s'opère.

Patrimoine	ISF 2012	Barème 2011	Contribution	Surcoût en %	Patrimoine	ISF 2012	Barème 2011	Contribution	Surcoût en %
3 000 000 €	7 500 €	16 555 €	9 055 €	121%	4 000 000 €	20 000 €	26 555 €	6 555 €	33%
3 050 000 €	9 625 €	17 055 €	7 430 €	77%	4 100 000 €	20 500 €	27 735 €	7 235 €	35%
3 100 000 €	11 750 €	17 555 €	5 805 €	49%	4 200 000 €	21 000 €	29 035 €	8 035 €	38%
3 150 000 €	13 875 €	18 055 €	4 180 €	30%	4 300 000 €	21 500 €	30 335 €	8 835 €	41%
3 200 000 €	16 000 €	18 555 €	2 555 €	16%	4 400 000 €	22 000 €	31 635 €	9 635 €	44%
3 250 000 €	16 250 €	19 055 €	2 805 €	17%	4 500 000 €	22 500 €	32 935 €	10 435 €	46%
3 300 000 €	16 500 €	19 555 €	3 055 €	19%	4 600 000 €	23 000 €	34 235 €	11 235 €	49%
3 350 000 €	16 750 €	20 055 €	3 305 €	20%	4 700 000 €	23 500 €	35 535 €	12 035 €	51%
3 400 000 €	17 000 €	20 555 €	3 555 €	21%	4 800 000 €	24 000 €	36 835 €	12 835 €	53%
3 450 000 €	17 250 €	21 055 €	3 805 €	22%	4 900 000 €	24 500 €	38 135 €	13 635 €	56%
3 500 000 €	17 500 €	21 555 €	4 055 €	23%	5 000 000 €	25 000 €	39 435 €	14 435 €	58%
3 550 000 €	17 750 €	22 055 €	4 305 €	24%	6 000 000 €	30 000 €	52 435 €	22 435 €	75%
3 600 000 €	18 000 €	22 555 €	4 555 €	25%	7 000 000 €	35 000 €	65 435 €	30 435 €	87%
3 650 000 €	18 250 €	23 055 €	4 805 €	26%	8 000 000 €	40 000 €	79 450 €	39 450 €	99%
3 700 000 €	18 500 €	23 555 €	5 055 €	27%	9 000 000 €	45 000 €	95 950 €	50 950 €	113%
3 750 000 €	18 750 €	24 055 €	5 305 €	28%	10 000 000 €	50 000 €	112 450 €	62 450 €	125%
3 800 000 €	19 000 €	24 555 €	5 555 €	29%	15 000 000 €	75 000 €	194 950 €	119 950 €	160%
3 850 000 €	19 250 €	25 055 €	5 805 €	30%	20 000 000 €	100 000 €	282 265 €	182 265 €	182%
3 900 000 €	19 500 €	25 555 €	6 055 €	31%	50 000 000 €	250 000 €	822 265 €	572 265 €	229%
3 950 000 €	19 750 €	26 055 €	6 305 €	32%	100 000 000 €	500 000 €	1 722 265 €	1 222 265 €	244%

Panorama des marchés financiers

Données arrêtées au 31 août 2012

<i>Marchés des Actions</i>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		2 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	3 413,07	6,77%	8,02%	-6,58%	-39,73%
PARIS (CAC Mid&Small)	6 261,74	5,10%	10,78%	11,87%	-24,67%
PARIS (CAC All-Tradable)	2 552,99	6,49%	8,90%	-1,64%	-36,58%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	2 440,71	7,77%	5,36%	-12,05%	-43,17%
NEW YORK (Dow Jones)	13 090,84	1,64%	7,15%	37,85%	-2,37%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	3 066,96	4,49%	17,73%	52,66%	18,13%
FRANCFORT (Dax Xetra)	6 970,79	8,64%	18,18%	27,56%	-5,39%
LONDRES (FTSE 100)	5 711,48	2,52%	2,50%	16,35%	-9,39%
TOKYO (Nikkei 225)	8 839,91	-1,85%	4,55%	-15,75%	-46,65%
MONDE (Msci World) en Euros	109,80	3,91%	10,77%	32,39%	-11,01%

<i>Taux d'intérêt</i>	jour le jour	3 mois	1 an	10 ans	20 ans
FRANCE	0,04%	0,17%	0,66%	1,98%	2,89%
ETATS-UNIS	0,21%	0,22%	1,03%	1,54%	2,31%
ROYAUME-UNI	0,55%	0,60%	0,98%	1,45%	2,51%
JAPON	0,05%	0,16%	0,59%	0,83%	1,76%

<i>Or et Devises</i>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		2 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	42 310 €	4,49%	7,41%	97,71%	172,09%
NAPOLEON	260,10 €	0,12%	2,44%	96,90%	189,00%
EURO / DOLLAR	\$ 1,2579	-0,09%	-2,78%	-11,86%	-8,22%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,7928	-1,74%	-5,09%	-10,04%	16,93%
EURO / 100 YENS	¥ 98,49	-1,64%	-1,71%	-26,01%	-38,16%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2010	-0,17%	-0,17%	-20,82%	-27,00%

Chiffres clés de l'économie française

Données arrêtées au 31 août 2012

BUDGET 2012	276,1 milliards d'euros (dt déficit = 81,1 mds)
PIB 2011	1 995,8 milliards d'euros
DETTE PUBLIQUE	1 789,4 milliards d'euros
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,00 % au 2ème trimestre 2012
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 031 euros par mois à compter du 01/01/2012
SMIC	9,40 euros à compter du 01/07/2012
INDICE DES PRIX	+ 1,90 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 5,68 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 2,20 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	9,60 % de la population active

2, Avenue de Flandre 59700 MARCQ-EN-BAROEUL - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@wanadoo.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 €-R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311. Société de courtage d'assurance N° ORIAS 07 005 844.

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du Code des assurances.

Transactions sur immeubles et fonds de commerce. Carte professionnelle N° 2032 T (préfecture de Lille)

Carte de démarchage financière N° 2050880203VB. Conseiller en Investissement Financier N° E001631-ANACOFI-CIF, association agréée par l'AMF.